

Le SDEN 29

LE JOURNAL DES ENSEIGNANTS DE LA CGT



Salaires, emplois, retraites le 23 mars

Petites annonces :

Robert Jean : 72 ans, retraité...
homme d'expérience, enthousiaste
TZR mathématiques



SOMMAIRE

page 1 : Edito.

page 2 : Réformes régressives.....

page 3: Ras le bol !

page 4 : Appel pour l'école publique.
Najlae est de retour.
Mutations intra 2010
Retraites : encore un mauvais coup du gouvernement.

Contrairement à ce que nous avait prédit Sarkozy lors de son dernier passage télévisé, le chômage ne baisse pas. Le MEDEF continue de supprimer des sites industriels comme la raffinerie de Dunkerque et de licencier à tour de bras. La conséquence directe est que le chiffre est aujourd'hui au delà des 10 % et que tous les « experts » estiment que cette dégradation va se poursuivre. Le gouvernement quant à lui persiste dans sa politique de destruction des emplois publics dans tous les secteurs, à l'Assistance Publique, dans le domaine de la petite enfance, dans l'Education nationale...

De fait, les salaires sont bloqués, « crise oblige ». Les fins de mois « commencent de plus en plus tôt » et sont donc de plus en plus difficiles pour la plupart des salariés.

Nous payons donc au prix fort une crise pour laquelle nous ne sommes pas responsables, alors qu'avec l'argent public largement distribué sans contrepartie, les entreprises consolident leurs profits.

Mais pour le MEDEF et le gouvernement, ce prix n'est pas encore assez élevé. Il n'est pas suffisant pour eux de nous réduire à une main d'œuvre précarisée, stressée par des politiques de management à la France télécom et largement sous payée. Il leur est insupportable de ne pas pouvoir le faire au-delà de 60 ans et de financer dignement nos retraites. Quelle belle revanche idéologique sur le programme du CNR ! Quel manque à gagner sur leur profits !

Ras le bol de payer leur crise !

Les salariés d'ici et d'ailleurs le disent de plus en plus fort. Au niveau européen, les Grecs le montrent par centaines de milliers, en refusant les mesures d'austérité imposées par leur gouvernement.

En France, les travailleurs sans papier poursuivent leur lutte depuis de nombreuses semaines pour leur régularisation. Les conflits se multiplient sur la question des salaires, à Saint-Gobain, Thalès, Danone, SNECMA, IKEA, Air Liquide.....

Dans le public, les personnels continuent les actions contre les suppressions d'emploi : à l'hôpital, dans les crèches, la justice... Dans l'EN, le 12 mars avec un taux de grévistes de 50% (sources syndicales) a marqué une nouvelle étape de mobilisation.

I
M
P
O
S
O
N
S
D'
A
U
T
R
E
S
C
H
O
I
X

**Période électorale ou non, imposons d'autres choix.
Tous ensemble retrouvons-nous le 23 mars, nombreux en grève et
dans les manifestations pour de vraies réponses à l'urgence sociale.**

**BREST, Place de la Liberté- QUIMPER, Place de la Résistance -
QUIMPERLE Coat Ker- MORLAIX**

10 h 30

Réformes régressives, précarité, dégradation des conditions d'enseignement...

L'emploi : toujours le dogme de la suppression !

« Je voudrais quand même rappeler que, depuis que je suis président de la République, nous avons supprimé 100 000 postes de fonctionnaires ! Sans drames sociaux ! Cette année, nous en supprimons 35 000 ». Entretien de Nicolas Sarkozy au Figaro du 11 mars 2010.

Voilà un des aspects essentiels des réformes. L'enjeu pour ce pouvoir est de réduire la masse salariale que représente la Fonction publique. Le « gain » des suppressions d'emplois dans la Fonction publique représente 7 milliards d'euros par an. Pour celles et ceux qui croient encore aux mensonges de Sarkozy : il affirme que les suppressions d'emplois dans la fonction publique conduisent, certes à moins de fonctionnaires mais mieux payés. Alors combien en 2009 ? 0, 8% (en deux fois) ! A mettre en relation avec les cadeaux faits aux banques et au patronat... Cette année, pour l'Education nationale, il s'agit de 16 000 postes supprimés. De fait, il y a bien un véritable « drame social » où aux effets de la crise s'ajoute la disparition progressive du service public comme bien commun de la société.

Cette année en Bretagne, faute de réponse du service public d'éducation, 2000 jeunes sont exclus de toute formation. Il s'agit donc bien d'un choix de société : soit une société solidaire avec des services publics ; soit une société où la concurrence entre les individus, la précarité, l'exclusion sont la règle.

En CM 2, test de compétences...
 Quel métier on veut faire , etc...
 Changement climatique...
 Animaux en voie d'extinction...
 Taux du chômage...
 Les riches ont du mal à boucler les fins de mois et les pauvres travaillent pas assez pour les aider à relancer la croissance et le PIB..
 Je dors mal...

En 6ème, on nous parle de l'urgence écologique et de la crise économique... que les riches payent trop d'impôts... que les salariés ont trop de droits... on me redemande quel métier je veux faire...
 Mon père a perdu son emploi : délocalisation, il était au SMIC mais c'était trop payé...



Conditions de travail :

la précarité, la souffrance au travail, comme mode de gestion.

La précarité devient la règle. Il est fréquent de rencontrer des collègues qui multiplient les CDD successifs. Rappelons la situation d'une collègue non-titulaire, en Centre Bretagne, dont les élèves s'étaient cotisés pour lui permettre de se rendre au travail tellement son salaire ne lui permettait pas d'assurer le minimum. Les rectorats disposent ainsi d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci. Les TZR sont utilisés en dehors de leur mission principale qui devrait être le remplacement. Comment envisager un travail en équipe alors que des personnels, de plus en plus nombreux, sont sur plusieurs postes ?

Et puis, il y a la souffrance à cause de conditions de travail très dégradées.

Avec 39 cas de suicides par an pour 100 000 enseignants (contre 17,1 en moyenne en France pour 100.000 habitants), la profession est la plus touchée par ce phénomène avec les fonctionnaires de police (35 pour 100 000) (selon une étude épidémiologique de l'Inserm). Ce constat, très inquiétant, ne peut pas être totalement dissocié des conditions de travail que nous vivons. Comment ne pas faire le lien entre le manque criant d'emplois dans l'Education nationale et ces funestes conséquences ? Comment ne pas comprendre que les mêmes méthodes que celles utilisées à France Télécom ne peuvent pas conduire aux mêmes drames ?

RAS LE BOL !

Réforme des retraites : encore une contre-réforme !

Le gouvernement et le medef nous serinent le même refrain : « on vit plus vieux, on doit travailler plus longtemps ». Tout cela pour nous faire croire qu'il n'y a pas d'autre possibilité que d'allonger la durée de cotisation et de reculer l'âge légal de départ à la retraite. Comme si le travail était le seul horizon de la vie ! Derrière ce discours idéologique, l'objectif est de faire baisser le niveau des pensions pour faire payer aux salariés la facture de la crise. Pour nous, la question des retraites est un choix de société, de répartition des richesses et de partage du travail. Selon les experts, les politiques et le patronat il y aurait un problème de financement. Mais si on augmentait les salaires d'environ 300 euros (comme l'exige la CGT Educ'action avec 70 points d'indice d'augmentation immédiate), si on augmentait les cotisations patronales, si on imposait les revenus financiers, cela rapporterait plus de 50 milliards d'euros aux caisses sociales. Quand il y a 5 millions de chômeurs, l'urgence n'est pas de travailler plus longtemps ou de réduire le nombre de fonctionnaires mais de réduire le temps de travail.

Encore une bonne raison de manifester le 23 mars !

Une caporalisation de plus en plus forte.

Un des vecteurs de la réforme est le renforcement des pouvoirs de la hiérarchie dans les établissements.

Des directions d'établissements se sentent ainsi autorisées à ne plus respecter les règles de base du fonctionnement de l'institution. Ce mode de « management » directement importé du privé, à rebours des pratiques du service public d'éducation, permet une dérive autoritaire. Quotidiennement, des collègues sont victimes de l'agressivité de petits chefs qui se « lâchent ».

Dans le Finistère, l'Inspection Académique a repoussé l'annonce des mesures de carte scolaire de manière unilatérale.

Les chefs d'établissements se voient accordés de plus en plus de pouvoirs discrétionnaires : sur les carrières des enseignants et sur la carte des formations des établissements. Les conseils d'administration voient leur rôle complètement restreint. Le chef d'établissement et le « conseil pédagogique » composé de membres qu'il a lui-même nommés vont mener la danse. Dans ce système, c'est l'individualisation qui domine : chacun pour soi et contre tous !

Cette réforme s'inscrit donc clairement dans une caporalisation constante de l'éducation nationale : renforcement de l'arbitraire du petit chef, création de hiérarchies intermédiaires visant à servir de caution d'une part et de valorisation des personnels dociles d'autre part.

La lutte ne s'use qui si l'on s'en sert.

Rester debout, organiser la résistance, c'est le rôle des organisations syndicales. Pour notre part, nous ne cédon ni au défaitisme, ni à un quelconque renoncement. Nous avons une opposition fondamentale avec le gouvernement et le Medef sur les réformes et leurs conséquences. Nous ne partageons pas les orientations des syndicats qui pensent que le rôle du syndicalisme est de soutenir ou d'accompagner ces réformes. Nous ne partageons pas plus, le défaitisme de certains syndicalistes qui sous couvert de radicalité n'appellent pas à se mobiliser lors des journées d'action faute d'appel immédiat à la grève générale. Au fond, cette position qui consiste à être radical chez soi, seul dans sa cuisine, est un renoncement. L'enjeu est de reconstruire les conditions d'une mobilisation qui mettent un coup d'arrêt à ces politiques de casse et qui permettent de gagner sur les revendications. Ainsi le mouvement guadeloupéen contre la Pwofitasyon a prouvé que la ténacité, la patience, l'obstination, l'unité dans l'action et l'intransigeance sur les revendications, peuvent payer. Cela passe par les liaisons nécessaires avec l'ensemble des salariés du privé et du public dans des journées unitaires et interprofessionnelles qui permettent d'unifier les revendications. C'est dans ce sens que la journée du 23 mars est nécessaire.

Aujourd'hui, je suis en 5ème.
Déficit de la Sécu et des
retraites... pic pétrolier,
déforestation... le nombre de
milliardaires a augmenté.
On me dit que je vais travailler
jusqu'à 70 ans et que je vais
changer plusieurs fois de métier.
Les actionnaires ont vu leurs
gains progresser.
On me parle à l'école de
compétences,
capacités,
objectifs...



Appel National pour l'École Publique

L'École publique, laïque et gratuite crée le lien social indispensable pour faire face aux défis d'un monde en crise. C'est elle, et elle seule, qui permet de garantir la cohésion sociale. Elle est pourtant aujourd'hui menacée par des choix politiques qui favorisent le privé et encouragent le consumérisme éducatif.

Redonnons la Priorité à l'École laïque !

Signez la pétition : <http://www.appelpourlecolepublique.fr/>

Communiqué RESF : Najlae est de retour ! Et de quatre !

Tous les trois sont lycéens, marocains, sans papiers. Tous ont été expulsés, tous sont revenus, légalement, acclamés par leurs copains, leurs profs, les élus de leur ville et/ou de leur département, leurs voisins, des inconnus aussi, révoltés de ce que la loi française actuelle leur avait infligé.

Manifestations, rassemblements, pétitions, campagnes de mails et de fax de protestation, souscriptions, contacts avec la presse et les personnalités, tous ont fait tant et si bien individuellement et collectivement que les autorités ont cédé et autorisé leur retour.



LE GOUVERNEMENT SUPPRIME UNE DEMI-PART AUX VEUVES-VEUFS-DIVORCES(E)S – SEPARÉS(E)S AYANT ELEVE AU MOINS 1 ENFANT.

Encore un mauvais coup du gouvernement !

De lourdes conséquences pour des millions de retraités ! Jusqu'au 31/12/2008, toutes les personnes concernées bénéficiaient d'1/2 part supplémentaire. La dernière loi des Finances dispose que les revenus de 2009 ne bénéficieront plus de cette 1/2 part, sauf si l'enfant a été élevé seul par les intéressés pendant au minimum 5 ans. Pour toutes les personnes ayant cette 1/2 part avant 2009, l'imposition supplémentaire sera échelonnée par tiers jusqu'en 2012.

PIRE !

Pour les personnes devenant imposables, leur situation va se traduire par :

- La retenue des cotisations sociales sur les retraites,
- La suppression ou la baisse de certaines aides sociales ,
- La suppression de la gratuité des transport dans de nombreuses communes,
- La suppression de l'exonération de l'imposition à la taxe d'habitation,
- La suppression de l'exonération de la taxe foncière pour les plus de 75 ans,
- La suppression de l'exonération de la redevance audiovisuelle Etc ... !

Même étalée sur 3 ans, cette réforme est injuste et insupportable. Elle va sensiblement aggraver la situation de millions de personnes, en très grande majorité des retraité(e)s. Par contre les bénéficiaires du bouclier fiscal, eux, ne seront pas touchés par la mesure.

Les arguments opposés par le gouvernement sont scandaleux, il faut imposer le retrait de cette loi ! C'est aussi ce que nous exprimerons avec force le 23 mars 2010 dans les manifestations unitaires !

Mouvement intra 2010

Ouverture du serveur académique du **19 mars au 2 avril à 12 h**

Permanences syndicales :

Mercredi 26 mars -lycée Thépot -Quimper - 14 -17 h
Vendredi 28 mars- Maison du Peuple - Brest - 14- 17 h

le blog du SDEN 29
connectez-vous à <http://www.cgteduc-action29.org>

Le journal des enseignants CGT du Finistère

Syndicat départemental de l'éducation nationale SDEN CGT 29
Maison du Peuple
2 Place Edouard Mazé
29283 BREST CEDEX

Téléphone : 02 98 46 90 60
06 88 84 23 03

Messagerie : sden29.cgt.wanadoo.fr

**S
D
E
N
2
9**



Secrétaire générale

Fabienne Bodin (LP Lesven, Brest)

Trésorier départemental :

Michel Biniasz (LP Dupuy de Lôme, Brest)

Secrétariat départemental :

- Fabienne Bodin (LP Lesven, Brest)
- Patrick Lagadec (SEP Vauban, Brest)
- Fabienne Lamé (Lycée Amiral Ronarc'h, Brest)
- Carine Naizet (LP Lesven, Brest)
- Michel Voyez (collège du Vizac, Guipavas)
- Laurent Wendeling (collège Segpa Anna Marly, Brest)
- Olivier Le Pichon (LP Dupuy de Lôme, Brest)

.....

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

Je me syndique au SDEN CGT 29

PRÉNOM _____

COMMUNE _____

.....